



En région Centre, hausse limitée de l'emploi dans les territoires les plus urbains, en repli ailleurs

La crise économique intervenue en 2008 a marqué la région. Entre 2006 et 2011, l'emploi a diminué, alors que dans le même temps il progressait en métropole. Comme au niveau national, les territoires les plus peuplés et offrant le plus grand nombre d'emplois résistent mieux. À l'opposé, les villes moyennes, notamment les plus industrialisées, subissent de fortes pertes d'emploi. La hausse des emplois dans le tertiaire et la construction ne compensent pas l'impact négatif de la crise dans l'industrie. Les taux d'activité déjà élevés en région Centre, continuent d'augmenter entre 2006 et 2011. La qualification des emplois progresse. La part des ouvriers en est ainsi diminuée au profit de celles des cadres et des professions intermédiaires.

Muriel Pizzinat

Malgré le repli des emplois constaté entre 2006 et 2011, la région Centre, avec 998 000 emplois, reste au 9^e rang des régions métropolitaines. Comme au niveau national, pour les personnes âgées de 25 à 54 ans, le « noyau dur » des actifs, quel que soit le type d'espace considéré, on observe une progression du taux d'activité (*définitions*). Ce sont les éléments concernant cette tranche d'âge qui sont analysés dans cette étude.

femmes sur le marché du travail. Elle est supérieure dans les espaces multipolarisés par rapport aux autres zones. La hausse du taux d'activité féminin, de deux points, est également marquée dans les couronnes des grands pôles. Comme cette hausse ne compense pas la

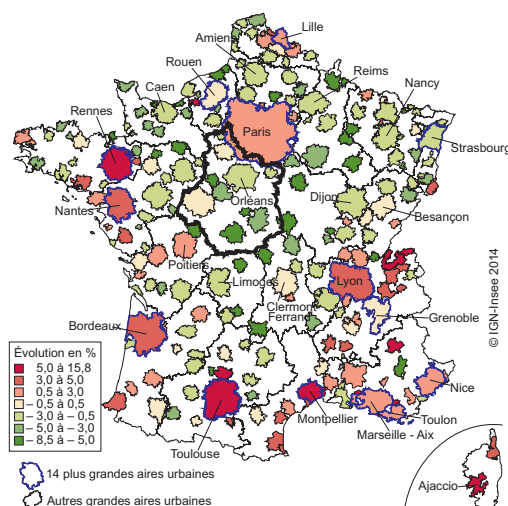
baisse de la population des 25 à 54 ans, la population active de cette tranche d'âge diminue (*figure 1*). Seuls les territoires qui bénéficient de l'influence de plusieurs pôles enregistrent une hausse du « noyau dur » de la population active (*définitions*).

Un taux d'activité soutenu en région Centre

Qu'ils soient en emploi ou en recherche de travail, les actifs représentent 91,7 % des habitants de la région âgés de 25 à 54 ans (*figure 2*). Le Centre, malgré une progression plus modérée ces dernières années, se classe ainsi au 3^e rang des régions françaises, 1,3 point au-dessus de la moyenne nationale. Les communes multipolarisées et les grandes aires urbaines présentent les plus importants taux d'activité, respectivement 92,5 et 91,8 %.

La croissance de l'activité est principalement due à la poursuite de l'entrée des

1 Évolution de la population active dans les grandes aires urbaines entre 2006 et 2011



Champ : actifs de 25-54 ans

Source : Insee, Recensement de la population 2006 et 2011

2 Des taux d'activité régionaux élevés dans tous les espaces

Type d'aire urbaine	Année 2011					Évolution 2006-2011				
	Population totale	Nombre d'emplois	Taux d'activité (%)	Taux d'activité des femmes (%)	Part des chômeurs dans la population active (%)	de la population des 25-54 ans (%)	du nombre d'emplois (%)	Écart du taux d'activité (points de %)	Écart du taux d'activité des femmes (points de %)	Écart de la part des chômeurs dans la pop. active (points de %)
Région Centre	2 556 835	997 277	91,7	88,3	9,8	- 2,7	- 0,8	1,1	2,0	1,1
dont :										
Grandes aires	1 739 711	718 068	91,8	88,6	10,1	- 2,7	- 0,6	0,9	1,7	1,2
Moyennes aires	173 149	77 908	89,2	85,4	11,6	- 7,1	- 3,7	1,0	1,9	1,6
Petites aires	130 739	60 169	90,6	86,7	10,2	- 4,6	- 0,0	1,0	1,9	1,3
Espaces multipolarisés	366 191	92 346	92,5	88,7	8,8	0,6	- 0,5	1,5	2,7	0,6
Communes isolées	147 045	48 785	90,3	86,5	9,8	- 6,8	- 2,6	1,4	2,4	0,8
Métropole	63 070 344	25 751 847	90,4	86,5	10,6	- 0,6	1,9	1,3	2,3	0,7
dont :										
Aire urbaine de Paris	12 292 895	5 771 380	91,2	87,9	10,3	0,3	2,6	0,7	1,3	0,2
Les treize plus grandes aires urbaines ¹	13 290 715	5 712 266	90,3	86,7	10,7	1,1	4,7	1,3	2,3	0,3
Grandes aires de province	23 224 189	9 479 162	89,9	85,6	11,2	- 1,9	0,8	1,3	2,4	1,1
Moyennes aires	2 111 751	929 321	89,6	85,3	11,6	- 3,7	- 1,1	1,1	2,0	1,3
Petites aires	2 506 001	1 161 724	89,3	84,9	11,6	- 3,5	- 0,5	1,3	2,5	1,3
Espaces multipolarisés	6 697 286	1 678 994	91,4	87,1	8,9	1,8	1,4	2,0	3,5	0,6
Communes isolées	2 947 507	1 019 000	90,1	86,0	9,2	- 3,3	0,3	1,7	3,1	0,6

¹ : Lyon, Marseille-Aix, Toulouse, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Rennes, Grenoble, Rouen, Toulon, Montpellier

Note de lecture : de 2006 à 2011, le taux d'activité augmente de 1,1 point.

Champ : actifs de 25-54 ans

Source : Insee, Recensement de la population 2006 et 2011

Les plus grandes aires urbaines de la région moins touchées par la crise

Dans le Centre, les emplois sont pour plus des deux tiers localisés dans les grandes aires urbaines, celles offrant plus de 10 000 postes. Entre 2006 et 2011, et conformément au constat national, l'emploi progresse dans les plus grandes (*figure 3*), Tours, Orléans et Chartres. Ces territoires profitent d'une attractivité liée à la proximité francilienne, à la présence d'infrastructures, de centres de recherche et du développement de secteurs dynamiques et innovants avec l'existence de pôles de compétitivité. Grâce à un nombre d'emplois conséquent et une structure diversifiée, ils subissent aussi moins fortement les effets de la crise. À Orléans et Chartres, ces nouveaux emplois s'implantent essentiellement en couronne, les pôles urbains régionaux perdant des emplois.

Par contre, à Tours, l'emploi progresse également au sein du pôle urbain (+ 1,1 %). La situation est d'ailleurs globalement plus favorable dans l'aire tourangelles, dont le profil est proche des plus grandes aires urbaines de métropole. Tours se classe au 18^e rang des aires urbaines de province en termes de population et au 14^e rang en termes d'emploi.

Le constat est moins positif pour les autres grandes aires de la région. Toutefois, le recul de l'emploi à Bourges et Blois se limite à moins de deux points. Les pertes d'emploi sont plus sensibles dans les zones où le poids de l'industrie est élevé comme Dreux, Vierzon ou Vendôme.

La proportion d'actifs de 25-54 ans se déclarant sans emploi est en hausse de plus d'un point sur les grandes aires urbaines (*figure 3*), comme dans les territoires comparables.

Cependant, la part de chômeurs dans la population active reste inférieure à celle des aires métropolitaines de même taille (10,1 % contre 11,2 %). Dans des territoires de dimension plus modeste comme Dreux, Montargis ou Vierzon, la proportion de chômeurs est plus élevée, dépassant 14 %.

Les villes moyennes en difficulté

En région Centre, les effets de la crise sont plus conséquents dans les aires urbaines comprenant entre 5 000 et 10 000 emplois. Sur la période 2006 à 2011, la baisse de l'emploi y atteint 3,7 % contre 1,1 % dans les aires métropolitaines de taille analogue au niveau national (*figure 2*).

3 Les aires de Tours, Orléans et Chartres plus épargnées

Les principales grandes aires urbaines	Année 2011					Évolution 2006-2011				
	Population totale	Nombre d'emplois	Taux d'activité (%)	Taux d'activité des femmes (%)	Part des chômeurs dans la population active (%)	de la population des 25-54 ans (%)	du nombre d'emplois (%)	Écart du taux d'activité (points de %)	Écart du taux d'activité des femmes (points de %)	Écart de la part des chômeurs dans la pop. active (points de %)
Tours	480 378	202 075	92,5	89,8	9,6	- 1,2	1,8	0,9	1,9	0,8
Orléans	421 047	186 522	92,4	89,1	8,9	- 2,0	0,4	0,9	1,4	1,5
Chartres	145 174	61 265	92,6	89,7	9,0	- 0,8	1,0	0,7	1,8	1,0
Bourges	139 368	61 269	91,5	87,6	10,3	- 5,8	- 1,9	1,7	1,5	0,6
Blois	126 814	55 705	92,2	89,6	10,1	- 4,6	- 1,5	1,1	2,0	1,1
Châteaurox	93 202	42 097	91,0	88,8	10,3	- 6,0	- 5,3	0,7	1,6	1,3
Montargis	70 063	26 336	88,9	84,2	14,1	- 1,6	- 5,7	- 0,6	0,6	3,0
Dreux	59 191	21 365	86,6	79,9	16,5	- 4,1	- 7,3	1,3	3,2	1,1
Vendôme	40 074	15 244	91,9	88,2	11,1	- 5,9	- 4,9	0,2	0,4	2,6
Vierzon	35 213	12 860	88,7	83,8	15,7	- 9,0	- 4,9	0,8	1,0	2,2

Note de lecture : de 2006 à 2011, le taux d'activité augmente de 0,9 point.

Champ : actifs de 25-54 ans

Source : Insee, Recensement de la population 2006 et 2011

Seules les aires urbaines de Loches (+ 5,3 %) et Chinon (+ 4,0 %) enregistrent des gains, grâce à un recul plus modéré des emplois industriels.

Au sein des villes moyennes, la population des 25-54 ans se réduit plus sensiblement, avec une baisse plus prononcée de la population active que dans les autres territoires régionaux. La part de chômeurs, déjà élevée en 2006, y progresse davantage. En 2011, 11,6 % des actifs se déclarent sans emploi, soit deux points de plus que la moyenne régionale et 1,6 point de plus qu'en 2006.

Maintien de l'emploi dans les petits pôles

Les aires offrant entre 1 500 et 5 000 postes ont mieux résisté, l'emploi demeurant stable (figure 2).

Les pertes dans l'industrie sont plus ou moins prononcées selon les territoires. Certains, comme Avord (Cher), Contres (Loir-et-Cher) ou Beaumont-en-Véron (Indre-et-Loire) enregistrent même une hausse de l'emploi total. Malgré cela, la part de chômeurs dans la population active croît de 1,3 point comme au niveau national. Dans les communes plus rurales de la région, communes isolées hors influence des villes, l'emploi recule de 2,6 % alors qu'il est en légère hausse dans ces zones à l'échelon national (figure 2). Cependant, la progression de la part des chômeurs se limite dans ces communes à 0,8 point. Ce constat peut s'expliquer en partie par une population vieillissante et le départ des jeunes actifs vers des territoires offrant plus d'opportunités.

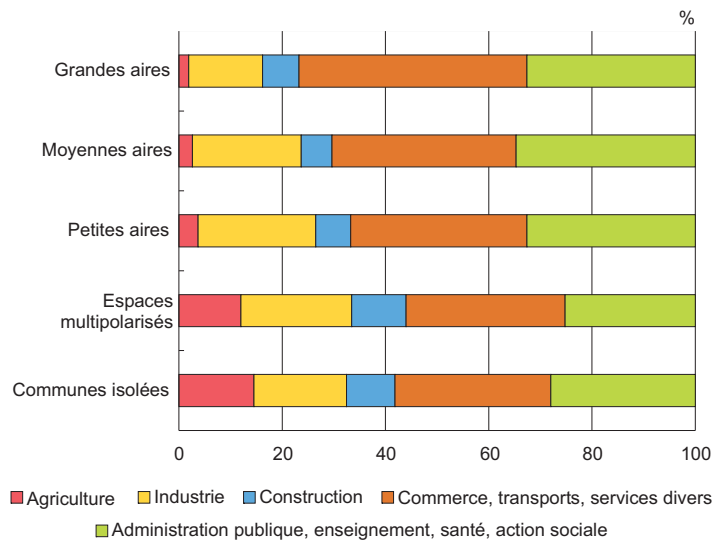
Un repli limité dans les espaces multipolarisés

Contrairement au constat national, dans le Centre, les emplois sont en recul dans les communes sous influence de plusieurs pôles d'emploi. Cependant, la baisse est plus limitée que dans les autres territoires de la région (figure 2).

Les espaces multipolarisés, de par la proximité de grands pôles et la poursuite de la périurbanisation, sont les seuls périmètres à bénéficier d'une hausse de la population des 25-54 ans. Dans ces territoires, le nombre d'actifs de cette tranche d'âge progresse davantage que l'emploi, avec des résidents qui travaillent en dehors de la zone.

Ces espaces, qui bénéficient d'arrivées d'actifs, présentent une proportion de chômeurs plutôt faible, 8,8 % du « noyau dur » de la population active. Elle progresse de 0,6 point dans le Centre comme au niveau national.

4 Part des emplois par secteur d'activité en 2011



Source : Insee, Recensement de la population 2011

Tertiatisation de l'emploi

Les variations de population et d'actifs s'accompagnent d'une évolution de la structure des emplois et d'une hausse de leur niveau de qualification (figures 4 et 5). Comme à l'échelon métropolitain, les emplois augmentent en région Centre dans les activités du commerce, de l'administration et de la construction, mais à un rythme moins soutenu. Les emplois du commerce progressent dans tous les territoires. Leur part dans les aires de Tours et Chartres augmente près de deux fois plus que dans les autres zones comparables. La contribution du commerce à la hausse de l'emploi est moins prononcée à Orléans, où les gains se font aussi dans la construction et l'administration. Les emplois dans les secteurs de l'administration, l'enseignement, la santé ou l'action sociale s'accroissent plus particulièrement dans les espaces multipolarisés et les communes isolées. Au cours de ces cinq années, et malgré les effets de la crise qui a ralenti l'activité sur la fin de la période, les effectifs de la construction se

maintiennent ou progressent légèrement, quel que soit le territoire.

À l'opposé, avec l'évolution des modes de production agricole et les restructurations industrielles, l'emploi recule dans ces deux secteurs. Cependant le poids des emplois agricoles reste important dans les communes isolées.

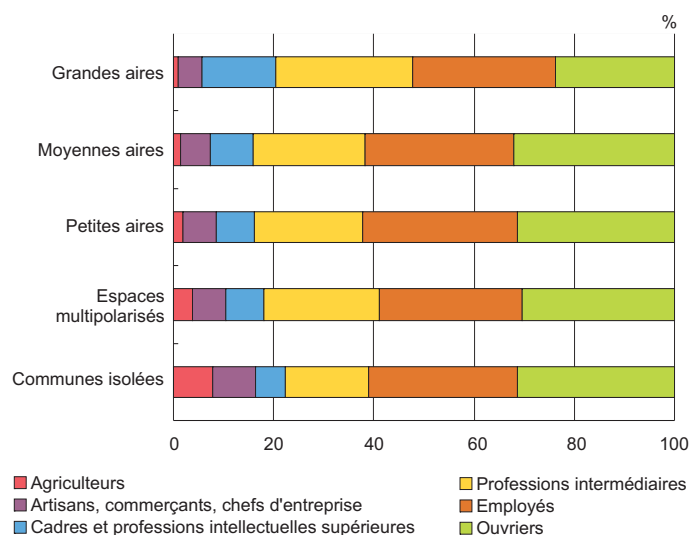
Les pertes d'emploi dans l'industrie sont sensiblement plus marquées dans le Centre que sur l'ensemble de la métropole. Le poids de l'industrie y baisse plus fortement, notamment dans les aires de Dreux, Vierzion, Châteaudun ou Lamotte-Beuvron.

L'aire de Montargis se distingue par le maintien des emplois dans l'industrie, où son poids reste limité et un recul important dans le commerce.

Montée en qualification des actifs

Les actifs de la région sont de plus en plus qualifiés. La part des cadres et des professions intermédiaires s'accroît. Cette tendance est particulièrement marquée dans

5 Répartition des actifs de 25-54 ans en 2011 selon la CSP et l'espace



Source : Insee, Recensement de la population 2011

l'aire urbaine de Tours où cette augmentation dépasse celle des grandes aires urbaines de province.

Par contre, la part des ouvriers et des employés est en repli. Parmi les catégories socio-professionnelles, celle des ouvriers est la plus touchée par la baisse des emplois, dans la région comme en métropole.

Les artisans, commerçants, chefs d'entreprise quant à eux sont légèrement plus nombreux et leur progression est élevée dans l'aire de Romorantin. La part des agriculteurs exploitants est en retrait, plus particulièrement dans les petites et moyennes aires. ■

Encadré 1

Le taux d'activité des jeunes et des seniors

L'allongement des études et la réforme des retraites intervenue en 2010 jouent sur les comportements d'activité des jeunes et des seniors.

En région Centre, entre 2006 et 2011, le nombre d'actifs résidents de 15-24 ans régresse, excepté dans les aires urbaines de Tours, Bourges et dans les communes multipolarisées. Cependant, quel que soit le territoire régional, les taux d'activité pour cette tranche d'âge restent supérieurs aux taux nationaux. La proportion de jeunes actifs dans la population des 15-24 ans est plus élevée dans les petites aires, les communes isolées ou multipolarisées et les grandes aires urbaines de Chartres et Châteauroux. Dans ces zones, plus de la moitié des jeunes de 15-24 ans est sur le marché du travail.

Le recul du départ à la retraite entraîne une croissance soutenue de la population active des 55-64 ans en région comme au niveau national. Selon les territoires régionaux, elle varie de + 24,5 % dans les grandes aires urbaines à + 29,1 % dans les communes multipolarisées. Les taux d'activité des seniors culminent dans les grandes aires urbaines régionales, plus de 45 % des habitants âgés de 55 à 64 ans sont actifs dans les aires urbaines de Tours, Orléans, Chartres et Blois. La participation des seniors au marché du travail s'amplifie fortement dans les aires urbaines d'Issoudun, Pithiviers, Selles-sur-Cher et Bonneval.

Sources

Les résultats sont issus des recensements de la population de 2006 et de 2011. Leur méthode a été renouvelée en 2004. À la collecte exhaustive qui avait lieu tous les huit ou neuf ans se substitue désormais une enquête réalisée chaque début d'année. Elle concerne successivement toutes les communes au cours d'une période de cinq ans. Le recensement de la population millésimé 2006 a ainsi été élaboré à partir des enquêtes réalisées de 2004 à 2008. Avec la diffusion du recensement de 2011, fondé sur les enquêtes de 2009 à 2013, deux millésimes peuvent pour la première fois être directement comparés, puisque constitués chacun à partir de cinq enquêtes annuelles distinctes. De plus, la dernière grande crise économique ayant démarré au deuxième semestre 2008, confronter les résultats de ces deux millésimes permet d'analyser à un niveau géographique relativement fin les grands changements intervenus sur la population active et l'emploi.

Le recensement est déclaratif et les questions des enquêtes sont nécessairement simples et courtes. Les résultats sur le chômage ne se situent pas dans le cadre de la définition du bureau international du travail (BIT). Ils permettent cependant de mesurer les évolutions à un niveau géographique fin et de faire des comparaisons spatiales.

Dans cette étude, on se limite au champ des actifs de 25 à 54 ans de France métropolitaine afin de mesurer l'impact de la crise sur le « **noyau dur** » de la population active, à des âges où la très grande majorité des personnes sont en emploi ou en recherche. On analyse ainsi les effets directs de la crise sur l'emploi de ces personnes. Dans un contexte économique difficile, les plus jeunes et les plus âgés sont davantage susceptibles de modifier leur comportement en entrant ou sortant plus ou moins tardivement de la vie active. À titre d'illustration, la population active des 55-64 ans a crû nationalement très fortement entre 2006 et 2011, de 25,2 %, sous le double effet des hausses démographiques et des maintiens en activité.

Définitions

La **population active** regroupe les personnes ayant un emploi et les chômeurs.

Espaces d'influence des villes : une aire urbaine ou « **grande aire urbaine** » est un ensemble de communes constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. La notion d'aire urbaine permet ainsi de définir un concept de grande ville ou métropole à l'aide d'une approche fonctionnelle et économique.

De la même façon, le zonage en aires urbaines 2010 définit les **moyennes aires** (pôles de 5 000 à 10 000 emplois) et les **petites aires** (pôles de 1 500 à 5 000 emplois). Les **communes multipolarisées** sont des communes situées hors des aires, dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans plusieurs aires, sans atteindre ce seuil avec une seule d'entre elles. Les autres communes en dehors des aires sont des **communes isolées**, hors influence des pôles.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Insee Centre

131, rue du faubourg Bannier
45034 Orléans Cedex 1

Directeur de la publication
Dominique Perrin

Chef de projet
Annie Clerzau

Rédacteur en chef
Philippe Calatayud

ISSN 2416-9471
© Insee 2014

Bibliographie

- « En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise », *Insee Première* n° 1503, juin 2014.
- « En trente ans, près de 300 000 habitants supplémentaires en région Centre », *Insee centre Flash* n° 73, janvier 2014.
- « Malgré l'étalement des aires urbaines, l'emploi reste fortement concentré en région Centre », *Insee Centre Flash* n° 49, janvier 2012.
- « Les aires urbaines de la région Centre s'étendent et se densifient peu », *Insee Centre Info* n° 173, octobre 2011.

